



Une aubaine pour les petites entreprises

Le microfinancement sur des sommets isolés

PAR BESS BROWN

Un demi-million d'hommes — peut-être davantage — quittent le Tadjikistan chaque année pour prendre un emploi saisonnier ou permanent à l'étranger, essentiellement en Russie, car ils ne trouvent pas de travail dans le pays. Cette dure réalité est à la base de la volonté du Gouvernement tadjik de créer des possibilités d'emploi en tant qu'élément de premier plan dans la stratégie socioéconomique du pays. Encouragée par la communauté internationale des donateurs, cette approche implique de plus en plus le développement de petites entreprises comme moyen de créer des emplois désespérément nécessaires.

Après avoir lancé quelques activités modérément fructueuses relatives aux jeunes entreprises en coopération avec des partenaires internationaux en 2003 (voir l'encadré), l'OSCE a, en 2004, mis en chantier son propre programme de microcrédits au Tadjikistan en réponse à des demandes de fonctionnaires locaux souhaitant que les activités soient menées directement en collaboration avec des groupes autochtones.

Alors que l'un des partenaires dans la province méridionale de Shartuz, à la fron-

tière tadjiko-afghane, a abandonné le programme à la fin de l'année, Madina, une organisation non gouvernementale locale basée à Khorog, a persévéré : elle a transformé sa subvention initiale d'un montant de 6 000 dollars en une institution microfinancière autosuffisante, qui a finalement été reconnue au niveau national.

Khorog est le centre administratif de la région autonome du Haut-Badakhchan qui n'offre guère un environnement propice au lancement d'une activité commerciale. L'oblast couvre près de la moitié du territoire du Tadjikistan et possède quelques-uns de ses paysages les plus spectaculaires, notamment le Pamir, sa chaîne de montagnes la plus élevée. Toutefois, l'accessibilité ne s'est améliorée que progressivement ces dernières années.

Bien que la route principale de Douchanbé à Khorog ait été modernisée, le voyage en voiture dure près de 12 heures dans chaque sens, même dans le meilleur des cas. Tadjik Air assure au moins un vol par jour, mais ce dernier est souvent annulé pour cause de mauvais temps.

Aujourd'hui, les perspectives économiques dans cette partie la moins développée du pays s'améliorent. Le tourisme environ-

Pendant la guerre civile, la Fondation Aga Kahn a servi de principal lien avec l'extérieur pour les Pamiriens, dont bon nombre sont ismaéliens.
Photo : OSCE/Lubomir Kotek

nemental et d'aventure offre beaucoup de possibilités de générer des revenus. En outre, un nouveau poste-frontière sur le col de Kulma dans le Badakhchan oriental a ouvert cette région isolée au trafic en transit en provenance de Chine, approvisionnant en marchandises les marchés de toute l'Asie centrale.

De fait, les Pamiriens ouverts sur l'avenir voient le Badakhchan devenir une partie intégrante d'un réseau de transport transasiatique qui, à bref délai, reliera le Tadjikistan au Pakistan et à l'Inde via l'autoroute du Karakorum, qui est la route internationale revêtue la plus haute du monde.

L'enjeu est de faire en sorte que les habitants du Badakhchan acquièrent les compétences de gestion qui leur permettront de tirer parti de ces circonstances plus favorables.

L'OSCE a la chance d'avoir deux excellents partenaires au Badakhchan.

Milal-Inter, une ONG, s'emploie activement à promouvoir le développement du commerce régional. S'étant, dans un premier temps, concentré sur le commerce avec l'Afghanistan, le groupe a élargi ses activités au renforcement des contacts avec la région autonome du Xinjiang en Chine et avec le Kirghizistan méridional.

L'autre partenaire est Madina, qui a débuté en tant qu'ONG enseignant aux groupes vulnérables, en particulier les femmes, les compétences leur permettant d'être autonomes. Aujourd'hui, c'est une institution microfinancière à part entière.

La directrice de Madina, Naobot Dodkhudoeva, se rappelle comment elle et son personnel ont utilisé le microcrédit d'un montant de 6 000 dollars de l'OSCE pour allouer des prêts de 100 à 200 dollars aux participants aux stages qui étaient très désireux de lancer leurs propres petites entreprises.

« Pour obtenir un prêt, les candidats devaient prouver qu'ils avaient pleinement saisi les fondements de la gestion d'une entreprise, de l'évaluation des conditions sur le marché local et de l'élaboration d'un plan réaliste pour améliorer la viabilité de leurs entreprises », explique-t-elle.

Pendant la première année de fonctionnement du fonds, le taux de remboursement des prêts a été de 100 %. Les emprunteurs étaient, pour la plupart, des femmes qui se servaient de l'argent pour lancer des boulangeries et d'autres petits services alimentaires. Deux jeunes gens ont souscrit un prêt pour acheter un camion d'occasion et lancer une entreprise de transport.

« Le taux de remboursement est resté largement constant tout au long de ces années », indique Mme Dodkhudoeva. « Lorsque la législation nationale sur les facilités de microcrédit a été durcie en 2005, nous sommes passés par une longue procédure afin d'obtenir une licence bancaire nationale en tant qu'institution microfinancière officiellement reconnue. »

Fin 2006, Madina avait quadruplé le capital d'amorçage qu'elle avait reçu de l'OSCE et était devenue en grande partie autonome. Cette même année, l'OSCE a fait appel au groupe pour mettre en place un centre permanent de consultations juridiques et de formation pour entrepreneurs à Khorog. Le centre est maintenant pressenti par le Programme d'appui de la Fondation Aga Khan à la création d'entreprises en montagne en tant que partenaire éventuel pour ses projets de pépinières d'entreprises.

Bess Brown est économiste au Centre de l'OSCE à Douchanbé, où elle a occupé diverses fonctions depuis 2004. Elle a été analyste chercheur sur l'Asie centrale à Radio Liberty pendant 16 ans et a travaillé au Bureau de liaison de l'OSCE à Tachkent et au Centre de l'OSCE à Achgabat.

Enseigner les « ficelles » du métier

L'Unité économique de ce qui était à l'époque la Mission de l'OSCE au Tadjikistan a commencé à promouvoir le développement de petites entreprises dès 2003.

En apportant son soutien au programme de l'Organisation internationale du Travail intitulé « Lancer et améliorer votre entreprise », qui vise à affiner les capacités de formation des instructeurs, l'OSCE a contribué à constituer un réservoir d'experts suffisamment qualifiés pour transmettre leur savoir-faire aux aspirants entrepreneurs. Cette initiative a été particulièrement payante : aujourd'hui, le Centre de l'OSCE à Douchanbé fait régulièrement appel à cette ressource humaine pour ses projets de formation à l'entrepreneuriat.

C'est également en 2003 que l'Unité économique a commencé à appuyer des ONG locales dans le cadre de leurs projets visant à créer des ateliers de couture et des boulangeries communautaires et à domicile dans tout le pays. Le but poursuivi était d'accroître les compétences et, dans certains cas, de fournir aux femmes un lieu de travail correctement équipé, en particulier pour celles qui s'étaient soudainement trouvées à la tête de ménages pendant et après la guerre civile, de plus

en plus d'hommes étant partis à la recherche d'horizons plus favorables.

Des projets fructueux, tels que ceux de Madina, ont inspiré d'autres initiatives de l'OSCE visant à favoriser le développement de petites entreprises au Tadjikistan, où le climat n'est pas toujours favorable aux jeunes entrepreneurs. La bonne nouvelle est que, au niveau national, le Gouvernement a finalement admis que donner aux particuliers les moyens de faire preuve de davantage d'initiative pouvait constituer un moyen efficace de les sortir de la pauvreté. — Bess Brown



Atelier de couture financé par l'OSCE au Tadjikistan méridional.

OSCE/ASTRID EVENSEL



Les centres de ressources pour femmes font des percées impressionnantes

L'expérience tadjike de l'OSCE

PAR GRAZIELLA PIGA

Nigina A., 27 ans, est plus qu'une simple enseignante d'informatique à l'école du village. Elle joue un rôle dynamique dans l'un des sept centres de ressources pour femmes soutenus par l'OSCE dans l'oblast de Khatlon, au Tadjikistan méridional, en s'entretenant inlassablement avec des femmes et des adolescentes des activités des centres et en les encourageant à tirer parti de ce qu'ils ont à offrir.

Nigina ne se contente pas de prêcher du haut de son estrade. L'histoire de sa vie n'est guère différente de celle de nombreuses femmes dans les zones rurales du pays : forcée de se marier à l'âge de 14 ans, elle est devenue une femme battue. Après avoir enduré des souffrances et des mauvais traitements pendant plusieurs années, elle est revenue s'installer avec ses enfants dans la maison parentale où elle a été une nouvelle fois victime d'abus physiques et verbaux, infligés cette fois-ci par ses propres frères et ses propres parents. C'était leur façon de lui montrer qu'ils ne pouvaient lui pardonner son « échec ».

« Un jour, j'ai assisté à un séminaire sur les

droits des femmes organisé par le Centre de ressources de ma communauté », explique-t-elle. « Dès cet instant, ma vie a changé. » Elle est désormais déterminée à poursuivre sa formation et à faire quelque chose de sa vie.

L'histoire de Nigina finira peut-être bien, mais combien d'autres filles et de femmes y a-t-il, qui se sentent désemparées et isolées ?

Après la dissolution de l'Union soviétique, la guerre civile qui a suivi et l'effondrement de l'économie, les tadjiks ont commencé à voir réapparaître des pratiques locales archaïques qui érodent certains des progrès accomplis dans l'élimination des stéréotypes fondés sur le sexe.

Dix ans après le retour de la paix, les conséquences négatives de la guerre civile qui s'est prolongée cinq années durant sont toujours vivement ressenties par les hommes et les femmes : on estime à 25 000 le nombre de femmes ayant perdu leur mari et, alors que des milliers d'hommes poursuivent leur exode vers d'autres pays dans l'espoir d'y vivre de façon décente, de plus en plus de femmes sont à la tête de ménages et élèvent seules leurs enfants, dépendant largement de membres de leur famille et de leur belle-famille.

Femmes tadjikes à la sortie d'un cours de formation professionnelle au Centre de ressources pour femmes de Kourgan-Tioube, au Tadjikistan méridional.
Photo: OSCE/astrid Evrensel

Les femmes dans les régions les moins développées sont particulièrement vulnérables à tous les types de violences et de comportements abusifs et ne savent souvent pas à qui s'adresser pour obtenir des informations et une protection. En même temps, la plupart des gens répugnent encore à considérer la violence fondée sur le sexe comme étant liée de quelque manière que ce

Le Centre de l'OSCE à Douchanbé parraine un site Web et un magazine bimestriel en tadjik et en russe appelé *Ravzana ba Jahon* (« Fenêtre sur le monde »), qui comprend des informations sur les questions de parité des sexes au Tadjikistan : www.ravzana.tj

soit à la violation du droit d'accès des femmes à l'éducation, au planning familial et à la prise de décisions.

Les filles sont particulièrement désavantagées dans le Sud,

où l'analphabétisme est très répandu et où il n'est pas rare qu'elles arrêtent l'école après la septième année. Pourquoi les filles devraient-elles acquérir une formation, disent les familles et les communautés, puisque, de toute façon, elles se marient tôt ?

À l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour s'acquitter de ses engagements internes et internationaux d'améliorer la condition des femmes tadjikes, le Centre de Douchanbé a lancé en 2004 un projet pluriannuel visant à renforcer les capacités des ONG locales gérées essentiellement par et pour des femmes.

Au départ, l'OSCE avait créé sept centres de ressources pour femmes dans les zones rurales de Khatlon et de Sughd. Aujourd'hui, ces centres se sont transformés en un réseau de 11 centres de crise soutenus par l'OSCE.

À l'exception de l'un d'entre eux qui sert de foyer d'hébergement, les centres font bien plus que de fournir aux femmes en situation de crise un soutien psychologique et des avis juridiques. Ils offrent également des cours d'informatique et de formation professionnelle gratuits, enseignent la lecture et l'écriture et organisent des sémi-

naires axés sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Pour toucher autant de femmes et de fonctionnaires locaux que possible, les activités se déroulent dans les centres, mais également dans les villages environnants.

À ce jour, plus de 1 500 participants, dont 75% de femmes, ont appris un



Amélioration des aptitudes à la lecture et à l'écriture à Huroson, Kourgan-Tioube.

métier dans le cadre des stages de formation professionnelle, d'une durée de trois mois, gérés par les centres. Ces efforts, en particulier dans le Sud, sont souvent coordonnés avec l'action de l'Unité économique du Centre de l'OSCE à Douchanbé, qui organise des stages sur la manière de démarrer une petite entreprise.

Ces liens se justifient. Bien souvent, les participantes aux activités des centres de ressources révèlent qu'elles ont été victimes d'actes de violence familiale et s'enhardissent à demander de l'aide, ce qu'autrement elles ne feraient pas, par crainte d'être stigmatisées par leur communauté.

Ce ne sont là que quelques-unes de nos histoires qui se terminent bien et nous aspirons à en avoir beaucoup plus à vous raconter. Nous travaillons dur pour faire en sorte que, dans un futur rapproché, les centres pourront devenir davantage institutionnalisés afin qu'ils puissent plus aisément obtenir un soutien financier.

L'OSCE, les hommes et les femmes du Tadjikistan, et le Gouvernement ont tous pour intérêt commun l'adoption d'un projet de loi visant à fournir une assistance juridique et sociale aux victimes d'actes de violence familiale : cela signifiera qu'ensemble, nous serons en mesure de mener à bien notre action au niveau local dans un cadre solide.

Graziella Piga est responsable du programme de la parité des sexes au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Elle a dirigé une vaste gamme de projets pour les femmes au Vietnam, en Serbie et dans son Italie natale. Elle a également travaillé pour l'OSCE dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Bosnie dans le domaine du perfectionnement de la police et des droits de l'homme.

Graziella Piga assiste à un atelier de formation professionnelle au Centre de ressources pour femmes de Kourgan-Tioube



OSCE/SEBASTIEN HAOQUIN